

Initiatives ministérielles

régulières visant à faire cesser la contrebande transfrontalière. Il y a une marge entre cela et le recours aux chars d'assaut et aux bazookas dont parle le député. Le député ne cesse d'exagérer les choses, mais nous, de ce côté-ci, ne nous laissons pas duper par le verbiage des députés d'en face.

J'ai proposé que l'on hausse les taxes sur les cigarettes à l'exportation. Je crois en effet que, au lieu de réduire ces taxes, le gouvernement aurait dû hausser le prix du produit à la source de façon à empêcher d'énormes marges de profit. Je sais qu'il aurait pu avoir la collaboration du gouvernement américain à cet égard.

La question est de savoir si le présent gouvernement a le courage d'appliquer la législation canadienne actuelle. Et la réponse est non. Sa façon de louvoyer au lieu d'assumer ses responsabilités en appliquant la loi comme il se doit va causer énormément de problèmes au système canadien de soins de santé. Le gouvernement manque de cran lorsqu'il s'agit de faire respecter la loi. Et cela ne changera pas dans les quatre prochaines années, quoiqu'en dise le ministre de la Justice. On a là une petite idée de ce qui nous attend.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, moi aussi je suis étonné que le Parti réformiste appuie des taxes élevées.

M. Boudria: Sans parler des interventions militaires dans les réserves indiennes.

M. Speller: Et les interventions militaires ou peu importe. Cependant, je me demande si, avant de formuler sa proposition, le député qui parle de faire respecter les lois a demandé à la GRC si ce qu'il préconise est faisable.

• (1305)

Nous l'avons fait et la GRC nous a dit que le problème avait pris de telles proportions que même avec un million de policiers sur le terrain il aurait quand même été impossible de le régler.

Il fallait trouver une autre solution. Nous avons opté pour une approche sensée. Nous avons attaqué le problème sur deux fronts. Nous avons dit qu'il faudrait faire respecter davantage les lois. Nous nous étions engagés à rendre les peines plus sévères et aussi à remonter à la source en faisant en sorte que la contrebande n'ait plus sa raison d'être. C'est pourquoi nous avons réduit les taxes.

Quant à une taxe à l'exportation, je m'étonne que le Parti réformiste appuie cette idée. Une taxe à l'exportation ne fait qu'exporter nos emplois aux États-Unis. Cela est évident et c'est pourquoi le gouvernement conservateur avait éliminé la taxe à l'exportation. Il s'en était rendu compte.

Le député a aussi parlé de lobbyistes qui faisaient des démarches contre une telle taxe. Ces lobbyistes étaient des agriculteurs canadiens. C'était des gens de la campagne qui, par mon intermédiaire, ont exercé de fortes pressions sur le gouvernement pour qu'il n'impose pas de taxe à l'exportation et diminue les autres taxes. Ils ont remporté cette bataille, non pas parce que des

lobbyistes bien rémunérés travaillaient pour eux, mais parce que des députés ont écouté leurs doléances.

M. Harris: Monsieur le Président, je vais essayer de me calmer un peu. Le député parle tellement sur un ton agréable que je ne vois pas pourquoi je me disputerai avec lui.

Le député a dit que le problème de la contrebande de cigarettes avait atteint des proportions si énormes qu'il était presque impossible à maîtriser. À mon humble avis, si le gouvernement avait réagi beaucoup plus tôt, le problème ne serait jamais devenu aussi grave.

Les libéraux diront que le problème est apparu lorsque le gouvernement précédent était au pouvoir. C'est sans doute vrai, et le gouvernement précédent n'a rien fait pour le régler non plus. Toutefois, lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir au mois d'octobre, le problème n'était pas aussi grave qu'il l'est devenu plus tard. Le gouvernement aurait pu réagir dès son accession au pouvoir. Il était au courant du problème. Il aurait pu prendre des mesures à ce moment-là. Le problème s'est aggravé. Comment le gouvernement a-t-il réagi? Il a décidé de faire concurrence aux contrebandiers de cigarettes pour essayer de leur enlever leur part du marché. Ce n'est pas comme cela qu'on gouverne un pays.

M. Ian McClelland (Edmonton—Sud—Ouest): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir brièvement dans ce très important débat.

Je vais parler contre le projet de loi, et plus spécialement contre la partie concernant la taxe d'accise sur les cigarettes. Il s'agit, comme vous le savez, d'un projet de loi omnibus englobant un certain nombre d'autres mesures dont j'appuierais la plupart si elles étaient séparées, car elles ont du bon sens.

Je dois reconnaître dès le début de mon intervention que le gouvernement libéral actuel n'est pas à l'origine du gâchis dont il a hérité. Ce à quoi je veux m'en prendre, c'est à sa façon de réagir. Nous reconnaissons que c'est le gouvernement conservateur qui n'a pas eu le courage de s'attaquer au problème quand il était encore petit. C'est donc devenu un gros problème.

Il s'agissait donc d'un problème extrêmement difficile qui s'est trouvé exacerbé par le fait que les députés du Bloc québécois intervenaient jour après jour à la Chambre pour tourner le gouvernement en ridicule en l'accusant de ne rien faire pour y remédier; cela rendait toute la question de plus en plus chaude et contribuait à la garder à la une de tous les journaux en plaçant toujours plus haut la barre, ce qui a fini par forcer la main au gouvernement qui devait réagir et faire quelque chose. Tout compte fait, la nécessité de faire quelque chose a amené le gouvernement à prendre une demi-mesure.

Confronté auparavant à ce dilemme, le gouvernement conservateur avait annoncé qu'il imposerait une taxe à l'exportation sur la cartouche de cigarettes, ce qui aurait pour effet de rendre la contrebande moins profitable. Il a donc imposé une taxe à l'exportation d'environ 8 \$ la cartouche. Peu après, l'industrie du tabac a fait savoir au gouvernement que s'il ne supprimait pas cette taxe à l'exportation, l'industrie s'exporterait elle-même